L'ABEILLE.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ, TOUS LES JOURS, PAR
JEROME BAYON.
GAZETTE OFFICIELLE DE LA VILLE ET DE L'ETAT

"Il faut que l'UNION soit conservée."

MERCREDI MATIN, 1er. JUILLET 1835.

INTERIEUR.

Nouvelle-Orléans, 1er. juil'et.

Le courrier du nord n'est arrivé hier qu'à trois heures de l'après-midi. Les dates les plus récentes sont de Charlestown du 25, de Washington du 17, de Baltimore du 16 et de Philadelphie du 15. *Aucune nouvelle de New York*, et les autres feuilles ne contiennent rien d'intéressant. Le *Globe* de Washington du 17, accuse réception d'une lettre de New York du 12, qui lui annonce l'arrivée de la frégate Constitution, ayant M. Livingston à bord. Cette nouvelle doit être prématurée, car nos dernières dates de New York du 13 n'en faisaient pas mention.

Les listes de souscription pour venir au secours des victimes de l'incendie qui a ravagé la ville de Charleston, se montent à $3,960. Il est vrai de dire que le comité de souscription n'a pas encore reçu les retours des collecteurs de la partie basse de la ville. Nous sommes invités à prier ces membres de vouloir bien déployer tout le zèle et toute l'activité possible pour en finir promptement.

"La façon de donner vaut mieux que ce qu'on donne." Ne faisons donc pas attendre notre contribution volontaire. Les citoyens de cette partie de la ville, presque tous créoles, n'entreprennent de venir au secours d'une aussi grande infortune, lorsqu'ils auront eu dépenser leurs offrandes.

Nous avons reçu des lettres de nos correspondans de la Vera Cruz. D'après ce qu'elle nous écrivent, il paraîtrait que le général Santa Anna ne doit éprouver aucune résistance dans ses projets libertic ides. *Comme nous l'avions déjà annoncé*, Mexico s'est déclaré en faveur du gouvernement, proclamé le 12. Nous avons de plus appris par la voie de Tampico que tous les états du centre s'étaient prononcés en faveur de Santa Anna. La goélette américaine Martha, de la Nouvelle Orléans, *capturée dans* la baie de Galveston par la goélette de guerre mexicaine Montezuma, est encore sous scisie à la Vera Cruz.

Le comité général pour la célébration du prochain 4 juillet, se rappelera que l'assemblée est ajournée à ce soir. On prie les membres d'être ponctuels, et comme des affaires d'une grande importance seront soumises à leurs délibérations, on espère que l'assemblée sera complette.

CELEBRATION DE LA FETE DU 4 JUILLET.

Cette fête, d'après les préparatifs mis en œuvre par les différens comités d'arrangemens, sera, nous en sommes persuadé, des plus brillantes. Jamais la population Louisianaise ne s'est montrée plus enthousiaste que dans cette occasion: jamais aussi circonstance ne fut plus favorable pour exciter cet enthousiasme général. L'éloge du patriotisme que viennent de prendre tous les Etats de l'Union, l'uniformité de sentimens et de principes de républicanisme qui règne parmi tous les membres de la Grande Nation, l'établissement de la Convention de Baltimore, le nom de *Martin Van Buren* proclamé spontanément et répété par toutes les villes de la République, pour la prochaine présidence, tout cela prouve d'une manière évidente que le premier, le seul besoin du peuple Américain est l'indépendance nationale. Quel plus beau moment pour se livrer à la joie et à l'allégresse que l'anniversaire de la plus glorieuse de tous nos triomphes politiques, que le retour annuel de cette époque à jamais mémorable où un peuple jeune encore mais grand de courage, de vertus et de patriotisme a su dire au tyran qui l'opprimait: "Je veux être libre et libre pour toujours. Trop long-temps j'ai courbé mon front sous votre joug de fer; trop longtemps j'ai croupi dans une lâche et honteuse servitude. Le jour est venu où je dois occuper une place parmi les nations. Tremblez si vous cherchez à m'arrêter dans mes nobles efforts; vous succomberiez car rien au monde ne saurait empêcher mes hautes destinées de s'accomplir: j'ai pour moi WASHINGTON et sa valeur; et la France qui me regarde et qui applaudit à ma louable entreprise m'envoie un héros et la victoire."

Une autre circonstance non moins remarquable doit contribuer puissamment à rendre cette fête aussi solennelle et aussi joyeuse que possible. C'est l'heureuse issue que vient d'obtenir la question américaine. Une rupture entre la France et les Etats-Unis, menaçait depuis quelque temps de venir remplacer la paix et l'harmonie qui regnaient entre les deux nations. Mais grâce à Dieu nos relations amicales avec notre amie et notre alliée de 1776 loin d'être interrompues seront nous l'espérons plus intimes que jamais, et la fête nationale que nous allons célébrer au 4 de juillet nous fournira l'occasion de prouver aux Français l'amitié et la reconnaissance que nous leur professons.

Nous suggérons ici l'idée, si toutefois on ne l'a pas encore eue de marier ensemble la drapeau français et la bannière étoilée, le jour de la celebration de cette fête. Nous ne saurions oublier que ces deux bannières étaient unies il y a soixante ans pour la défense de notre cause, et que toutes deux ont assisté aux plus glorieuses de nos victoires.

Nous ne saurions nous arrêter sans manifester le desir que nous avons de voir nos dames invitées à la fête qui va se célébrer. C'est pour elles que nous voulons toujours aux champs de l'honneur, c'est à leurs pieds que nous accourons déposer les lauriers immortels dont la victoire a ceint nos fronts. C'est leur souvenir qui nous rend invincibles. Elles doivent donc avoir part à toutes nos réjouissances et leur voix doit s'unir à la nôtre toutes les fois qu'il est question de célébrer un triomphe dont elles sont en partie la cause.

Nous sommes fâché d'observer ici que le comité d'arrangemens aurait dû plutôt faire choix de la Cathedrale que du Presbytère pour la cérémonie religieuse de ce jour: car outre que notre église paroissiale est plus vaste, et qu'elle doit avoir la préférence en raison de son ancienneté et de l'usage jusqu'ici établi, nous pensons que les allées d'arbres qui se trouvent sur la place d'armes offriraient à nos légionnaires un ombrage agréable pendant tout le temps que durerait cette cérémonie.

La jaculator, poisson de Java.

Un voyageur a vu plusieurs poissons de cette espèce singulière dans le palais d'un chef javanais; ils étaient placés dans une sorte de petit réservoir circulaire, au milieu duquel s'élevait une baguette d'environ deux pieds de haut, l'extrémité supérieure était surmontée de petits morceaux de bois pointus, sur lesquels on avait fixé quelques insectes. Dès que l'eau ne fut plus agitée, les poissons s'approchèrent du bâton, puis chacun d'eux, venant à la surface, déchargea sur l'insecte qu'il avait apperçu une goutte d'eau si bien lancée, que celui-ci tombé dans le réservoir et fut aussitôt dévoré.

Ce poisson, dont on n'avait pas même encore soupçonné l'existence, fréquente les bords de la mer et des fleuves où il cherche sa nourriture. Il est assez bon artilleur pour ne jamais manquer sa proie du premier coup, et, dès qu'il voit un insecte sur les plantes qui croissent toujours dans les bas fonds, il s'approche à la distance de quatre, cinq et même six pieds, et, avec une dextérité surprenante, il lance la goutte d'eau mortelle.

Longévité remarquable—Une gazette de St-Petersbourg parle d'un homme mort à l'âge de 168 ans, près de Polotsk, sur les frontières de la Livonie. Il avait vu sept souverains sur le trône de la Russie et se rappelait très bien la mort de Gustave-Adolphe; il avait servi comme soldat dans la guerre de 30 ans. A l'âge de 93 ans il épousa en troisième femme, avec laquelle il a vécu 50 ans, et dont il a eu plusieurs enfans.

HAVRE, 20 Avril.

S'il existait une histoire pour les gouvernemens, et si l'expérience des choses présentes pouvait servir d'enseignement aux hommes qu'enivre l'amour et la domination, nous recommanderions à nos gouvernans, comme la leçon la plus utile qu'ils puissent recevoir, ce qui se passe aujourd'hui en Angleterre. Jamais leçon de politique expérimentale, ne fut plus digne de l'attention et des méditations de nos hommes d'état.

Un ministère partisan des formes devenues indispensables pour l'Angleterre, marchait avec la majorité de la chambre des communes contre le gré d'une aristocratie française de 1787. La royauté anglaise entourée de cette espèce de conseillers, qui perdit en 91 la monarchie à Louis XVI, profita de l'absence des chambres, pour imposer à la nation anglaise un ministère rétrograde, que les nouvelles élections repoussent de toute la force que la légalité mettait encore entre leurs mains. Le ministère rétrograde s'obstine à paraître devant les chambres, et la majorité des chambres combat ce ministère en combattant au pouvoir exécutif, des droits que jusque là le pouvoir parlementaire avait respectés. Le ministère par la nature de sa position fausse et forcée était devenu assaillant. La chambre élective devenue envahissante, et pour ainsi dire, forcée de se défendre, elle se trouve dans la nécessité d'attaquer. Au lieu de se retirer après plusieurs défaites successives, le ministère persiste à rester, et la couronne au lieu de dissoudre son ministère jugé par le pays et vaincu par les chambres, ne songe au contraire, qu'à dissoudre les chambres elles-mêmes. Toutes les lois reçues des gouvernemens représentatifs, sont dès lors méconnues, et en se plaçant en dehors des conditions de son existence, le gouvernement ne s'aperçoit pas qu'il entraîne l'opposition formidable qu'il a prévoquée, en dehors de toutes les règles de la soumission constitutionnelle. Le pouvoir parlementaire en agissant, comme il le fera sans doute, sera encore dans son droit, alors que la royauté ne sera plus dans le sien, et si une catastrophe trop facile à prévoir succède à cet état d'agitation, on viendra dire encore que les nations sont turbulentes et ingouvernables, tandis que ce ne sera le couronne qui se sera montrée turbulente, imprudente et aveugle. Quand les gouvernemens tombent, c'est toujours par leurs fautes ou leur entêtement. Jamais les peuples n'ont tort, c'est une vérité historique, et cette vérité, nous la recommandons aux méditations de notre cabinet doctrinaire, qui semble s'attacher à naviguer si servilement dans les eaux du gouvernement anglais.

CONSEIL DE VILLE.

SEANCE DU 30 JUIN 1835.

Membres présens, MM. Culbertson remplaçant, Schmidt, McFarlane, Labatut, Pichot, Gaiennié, Caldwell, Berry, Baldwin et Allard.

Lecture est donnée du journal de la dernière séance.

Le conseil prend en considération deux lettres du maire, l'une en date du 27 et l'autre, du 30 juin dernier, o les sont comme suit:

MAIRIE DE LA N. ORLEANS, 27 juin 1835.

A MM. les président et membres du Conseil de ville,

Messieurs,

Par une de vos dernières résolutions vous avez exigé que l'inspecteur et commissaire de police du 1er. district fournisse le même cautionnement que les autres commissaires. Je crois devoir vous rappeler à ce sujet qu'aux termes de l'ordonnance approuvée le 30 sept. 1833 qui a créé un *inspecteur et commissaire* pour surveiller l'exécution des *réglemens* de police dans les parties incorporées et non incorporées du 7e. district, cet officier est tenu de fournir un cautionnement de quatre mille piastres parce que cette ordonnance l'a mis au lieu et place du syndic et commissaire qui était tenu à cette obligation par l'ordonnance approuvée le 18 septembre 1828. De manière qu'en exécutant littéralement votre dernière résolution qui oblige l'officier dont il s'agit de donner une nouvelle caution de $4000 il se trouverait sous le poids énorme d'une obligation de 8000 piastres; et je ne pense pas que telle a été votre intention. Il y a d'ailleurs une autre objection, c'est que la résolution du 26 mai dernier qui nomme cet officier, le désignant (ainsi qu'il doit l'être) comme *inspecteur* et *commissaire*, c'est en cette double qualité que son nom a été inscrit sur l'acte de cautionnement déjà consenti par lui; et qu'en l'obligeant à donner une nouvelle caution comme commissaire, il se trouvera deux fois cautionné comme tel. Et, cependant vous devez remarquer que ce n'est que comme inspecteur, que depuis 1835 il est obligé de donner caution; cela résulte évidemment de deux faits; d'abord de ce que les commissaires jusqu'à la date de votre dernière ordonnance, n'étaient pas obligés d'avoir une caution; et ensuite de ce que l'ordonnance de 1828 avant de nouvelles attributions au syndic du 7e. district et l'autorisant à percevoir le montant d'une taxe, il était naturel que la corporation exigeat de lui une garantie, et que cette obligation passat à l'inspecteur qui lui a été substitué plus tard avec les même attributions. Je vous prie de vouloir bien remédier à cet inconvénient selon que vous le jugerez convenable. Quelque pénible qu'il me soit, Messieurs, de me trouver en contradiction avec vous sur une question qui a réuni la majorité des voix du Conseil je ne puis m'abstenir de vous en reparler, parce que, dans la conviction où je suis, ce serait manquer à mon devoir.

Il s'agit de la permission accordée à M Caldwell d'ériger un portique en face du nouveau théatre et des bains publics qu'il fait construire dans la rue St. Charles. Pour vous convaincre qu'il ne s'agit pas de ma part d'une opposition sans but et sans base, j'ai cru devoir scruter avec soin toutes les lois qui nous régissent; et je vous déclare que je n'en ai pas trouvé une seule qui puisse vous autoriser à aliéner à l'usage d'un particulier une partie quelconque d'une voie publique; tandis que toutes celles qui ont rapport à cet objet vous font au contraire une obligation impérieuse d'empêcher tout *empiétement* et toutes autres entreprises sur les rues et passages publics. Vous pourrez consulter à cet égard les différentes lois qui composent la charte de la ville, divers jugemens de la Cour Suprême et le code civil. En présence de ces autorités, Messieurs, vous jugerez s'il peut être utile et légal d'accorder à M. Caldwell un droit que nos codes lui refusent et rendraient illusoire.

J'ai l'honneur d'être avec considération,

Messieurs, votre très humble serviteur,

D. PRIEUR.

MAIRIE DE LA NOUVELLE ORLEANS.

Le 30 juin 1835.

A Mr le président et MM. les membres du Conseil de Ville.

J'ai l'honneur de vous informer que le conseil a été convoqué extraordinairement ce soir, à la demande de quatre aldermen, [illegible] pour prendre connaissance de cette décision, et aviser aux moyens de [illegible] cette occasion pour vous annoncer que la fourniture des bois pour les travaux de la ville a été adjugé hier 29, à Mr. Willard Turner, il offre pour sa caution Mr J. H. Shepherd.

Je suis respectueusement, Messieurs,

Votre obéissant serviteur,

D. PRIEUR—maire.

Sur la 1re partie du message Mr Pichot fait la motion qu'elle soit renvoyée à un comité spécial, cette motion étant adoptée, le recorder nommé MM. Pichot, Gaiennié et Berry, membres de ce comité.

Sur la seconde partie du message, Mr Berry fait la motion que le conseil persiste dans sa resolution en dépit du veto du maire.

Mr Pichot combat cette motion: l'honorable membre annonce que lorsqu'il est venu au conseil il était guidé par les mêmes motifs qui l'ont animé lorsqu'il a voté en faveur de la résolution; mais cependant il croit devoir maintenant partager l'opinion du maire et voter pour que cette partie de son message soit référé à un comité spécial. Car le maire cite des lois et invoque les autorités qui nous régissent et en supposant que le code civil défende d'une manière directe et positive l'édification du portique demandée par Mr Caldwell, il ne voit pas les raisons pour lesquelles le conseil s'abstiendrait d'examiner mûrement la question et de décider, conformement à l'esprit de ces mêmes lois, s'il y aura réellement obstruction à la voie publique en conséquence il votera pour que cette partie du message soit renvoyé à un comité spécial.

M. Caldwell fait observer que c'est à tort que l'on pense que le portique qu'il a demandé la permission de construire sera une obstruction à la voie publique; il ne conçoit pas les raisons pour lesquelles on lui refuserait la faveur qu'il reclame lorsque sans préjudice, il doit en résulter un embellissement pour la cité. L'honorable membre cite plusieurs grandes villes de l'Europe et du Nord dans lesquelles l'edification de pareils ouvrages est non seulement permise mais encouragée, comme ornemens publics. Quel préjudice pourrait-il donc resulter dans la libre circulation des rues? Aucun. Le portique sera supporté par des colonnes placées sur le bord de la banquette. Le passage ne sera en rien obstrué; une véritable obstruction est celle de l'église Cathedrale, c'est celle le resultant de l'empiètement des colonnes du principal, et cependant on n'a jamais songé à faire disparaître ces obstructions, et c'est lorsqu'il demande une faveur de la quelle il ne saurait résulter aucun tort pour le public, c'est alors qu'il est disposé à dépenser une somme de 30 mille piastres pour une amélioration qui doit contribuer à embellir la ville que des obstacles semblent se multiplier pour faire échouer son entreprise; il s'abstiendra de voter dans une question semblable, mais comme membre du Conseil il a cru devoir manifester son opinion à cet égard, mais que du reste peu lui importe que le Conseil lui accorde ou non la faveur qu'il a demandée.

M. Gaiennié observe que puisque le membre qui vient de parler tient si peu à son portique pourquoi il s'opposerait à ce que cette partie du message du maire soit renvoyée à un comité spécial. C'est un acte de sagesse pour lequel le Conseil ne saurait être blâmé.

MM Berry et Allard soutiennent la motion de persister.

M. Pichot explique que quand il a fait la motion de renvoyer cette partie du message à un comité il pensait que le maire avait scrupuleusement examiné les lois civiles: mais que depuis, il a eu l'occasion de consulter le code et qu'il s'est assuré que rien ne s'y trouvait qui put empêcher le Conseil à accorder à M. Caldwell le privilège d'élever un portique sur la façade de son théâtre. Il n'a donc plus le moindre scrupule à voter pour que le Conseil persiste dans sa résolution.

La question préalable étant mise aux voix est adoptée. L'appel nominal est demandé et par le résultat de cet appel il paraît que MM. Schmidt, McFarlane, Pichot, Berry, Baldwin et Allard avaient voté dans l'affirmative—6 oui; et MM. Labatut et Gaiennié, dans la negative—2 non.

Sur la seconde lettre du maire, M. Gaiennié fait la motion que la caution offerte soit acceptée. Cette motion secondée étant mise aux voix est adoptée.

PETITIONS.

Lecture est donnée de la pétition de plusieurs charpentiers de cette ville. Sur motion de M. Gaiennié, cette pétition est renvoyée au comité des réclamations et griefs.

Le secrétaire donne lecture d'une pétition des membres de la compagnie de la pompe Washington no 5. Sur motion de M. Schmidt, cette pétition est renvoyée au comité d'incendies.

Lecture est faite d'une pétition de Mme. Coffee, demandant pour les motifs qu'elle explique, que remise lui soit faite d'une somme de $87 50 qu'elle a payée sur une licence qu'elle a renvoyée.

M. Pichot présente une résolution à ce sujet pour autoriser le maire à rembourser à la pétitionnaire la somme qu'elle réclame, sur preuve, bien entendu, qui sera donnée au maire que la license n'a été utile à Mme. Coffee que pour quelques jours. Règles dispensées,—la pétition est mise aux voix et adoptée.

Le recorder s'absente, et la séance continue sous la présidence de M. Schmidt.

Lecture est donnée de la pétition du comité d'arrangemens relatif à la célébration de la fête du 4 juillet, demandant la co opération du conseil dans cette circonstance.

M. Caldwell fait la motion qu'une somme de $500 soit appliquée à ce sujet.

M. Labatut combat cette motion; il dit qu'il voterait pour une semblable appropriation si cette fête était une fête publique, mais il ne voit pas la raison de disposer d'aucune somme du trésor de la ville pour des divers particuliers et pour servir à l'amusement de quelques individus. Quant à lui, comme citoyen il avait souscrit de sa propre poche, mais comme homme public il ne croit pas avoir le droit d'appliquer les deniers publics lorsque le public en général, qui a contribué par ses sueurs à garnir le trésor de la corporation, ne doit pas assister en masse au dîner dont il est question.

MM. Berry et Pichot, partagent l'opinion de M. Labatut et combattent d'une manière énergique la motion soumise au conseil.

La question sur l'adoption de la motion étant mise aux voix est perdue: l'appel nominal est demandé et produit le résultat suivant pour l'affirmative MM. McFarlane, Baldwin et Caldwell—3; contre MM. Berry, Allard, Gaiennié, Labatut et Pichot.

M. Culbertson reprend la fauteuil.

Lecture est donnée d'une lettre de M. Laurent, au nom de Laurent et fils, réclamant une somme de.... pour la fourniture de briques à l'usage des prisons.

M. Allard présente à ce sujet la résolution suivante:

Résolu que le maire est autorisé à payer à MM. Laurent et fils la somme qui peut leur être due pour la fourniture des briques à l'usage des prisons, et que la corporation soit autorisée à émettre ses bonds pour la dite somme payables à 4 mois—Règles dispensées, motion est faite pour renvoyer la lettre au comité des finances cette motion étant mise aux voix est perdue.

La motion pour l'adoption de la résolution est faite, après quelques discussions; la résolution est adoptée, cinq membres ayant voté dans l'affirmative et quatre, dans la négative.

Mr Pichot présente un rapport sur la pétition du chemin à coulisses de la Nlle-Orléans et de Nashville, avec une résolution pour autoriser le maire à souscrire pour 50 actions de $1,000 chaque au fonds capital de la dite compagnie. Adopté à l'unanimité.

Mr Allard après dispensation des règles présente une résolution requérant le maire de mettre en force diverses résolutions passées mais tombées dans l'oubli relativement au 7e. district, telles que la formation d'une route en travers du nouveau cimetière au bayou St. Jean, de faire ouvrir un esquillages la route de Carondelet qui coupe, de faire faire route au dit canal les nouveaux cimetières que la terre jadis appartenant à E. Blanc, de faire confectionner les banquettes et le pont à l'extrémité de la route de Clark au canal Pouchet, et les égouts dans le faubourg Plaucké. Chacune de ces résolutions est successivement adoptée, avec un amendement de Mr Baldwin, comprenant toutes les banquettes confirmé ainsi à une dernière ordonnance et un autre de Mr Gaiennié pour faire construire deux égouts dans le prolongement de la rue Marigny, depuis la rue des Bons Enfans, jusqu'à l'hospice du docteur Lusumberg.

Sur motion de Mr Allard, on accède gratis une patente de marchande à la veuve d'Auguste Dessen et sur motion de Mr Gaiennié on accorde de $10 est accordé à la veuve d'Antonio Convento.

M. Baldwin, du comité des finances, présente un rapport avec une résolution autorisant le désirs à émettre les bonds de la Corporation pour la souscription de la ville au fonds capital de la compagnie du chemin de fer de la Nouvelle Orléans, conformément à sa charte. Adopté à l'unanimité.

Le Conseil alors ajourne à mardi prochain.

☞ Nous sommes autorisés à annoncer le Dr. Thomas comme candidat pour représenter le troisième district au Conseil de Ville, en remplacement de M. Grailhe, démissionnaire, et qu'il sera soutenu par un grand nombre de 24j30 VOTANS.

☞ On nous prie d'annoncer que l'honorable CHS. DERBIGNY, cédant aux vives instances de la masse des habitants de la Paroisse de Jefferson, a consenti à se présenter comme candidat au Sénat, pour y représenter la dite Paroisse. 3 juin—☞

☞ GEO. A. WAGGAMAN sera soutenu dans le troisième district sénatorial comme candidat à la place de sénateur de ce district, dans le Sénat de l'Etat, par 8 juin—☞ BEAUCOUP D'ELECTEURS.

COMMERCIAL.

REVUE DU MARCHE.

NOUVELLES-ORLEANS, 30 juin 1835.

ACTIONS—Pas de ventes.
COTON—177 balles Alabama, 18c
195 de Texas, 19c
PRODUITS.
TABAC—127 boucauts à 6, 7 et 8c.
RIZ—@ 3 3-4 à 4 par barrils.
SUCRE—86 1-2 à 7 1-2 le quintal.
do blanc 11
do brun, 6 1-2
MELASSES.—32c la gallon—on demande.
CAFE—14 à 15c.
Rio 12 1-2c.
PORC—Mess @17
Prime @14 1-2
JAMBONS—7 1-2 à 8c la livre.
SAIN-DOUX—8 1-2 à 9c la livre.
BŒUF—Mess @13
Prime @11
BEURRE—De l'Ouest—on demande.
Gosben 28 à 30c.
FARINE—@4 7-8 à 5 le barril —sans acheteurs.
MAIS—65 à 70c le boisseau.
FARINE DE MAIS—@3 3-4 le barril.
WISKEY—Rectifié 39 à 40c le gallon.
Do vieux, 75c
CUIRS—Sans variation.
Do à semelle de
PEAUX DE VEAUX &c —Do
TOILES ET CORDES D'EMBALLAGE—Do
PLOMB—En barre et tuyaux sans mouvement.
PELLETERIES —10 à 15—les rabat.
HUILE DE TANNEURS—Manquant sur place.
BRAI—Pas de changement dans les prix.
GOUDRON—Do
RESINES— do

GRAND SPECTACLE.

A l'arcade de Banks, tous les soirs de la semaine, la superbe spectacle ou la

DESTRUCTION DE SODOME ET DE GOMORRHE,

Production nouvelle et originale, qui reçoit, avec les mêmes les plus flatteuses d'approbation dans différentes villes des Etats Unis, sera présentée en cette ville pour un court *espace de temps seulement*, avec la musique.

Avant la spectacle on représentera diverses scènes de

LANTERNE MAGIQUE
OU
PHANTASMAGORIE.

La vue de Sodome et de Gomorrhe est la seule de ce genre aux Etats-Unis, et on n'a épargné aucunes dépenses pour la rendre aussi brillante que possible.

☞ Prix d'entrée 50 80. On prend les billets à la buvette du café de l'arcade. *Le spectacle* est représenté au 1er étage.

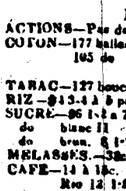
☞ Les portes seront ouvertes à 7 heures, et le spectacle commencera à 7 heures et demie précises.

☞ On entre par l'arcade. 30 juin—3

ETAT DE LA LOUISIANE.—*Cour de Paroisse pour la paroisse et la ville de la Nouvelle Orléans.*—Présent l'hon. Charles Maurian, juge.—François Duvar alias Lejeune contre ses créanciers.—La cession des biens du pétitionnaire au bénéfice de ses créanciers ayant été adoptée par la cour, il est ordonné qu'une assemblée des dits créanciers ait lieu en l'Etude de L T Caire, notaire public, pour y délibérer sur les affaires du pétitionnaire, et qu'en attendant toutes poursuites contre sa personne et ses propriétés soient suspendues.

Par ordre de la cour, au greffe,
1er Juillet—3 P A GUYOL, dép. greffier.

$10 DE RECOMPENSE.



A quiconque ramènera à la consigne ou à la geôle la négresse LAIZA, créole, bien connue en cette ville, âgée d'environ 20 ans, la peau rougeâtre, petite, mais bien prise, parlant anglais et français, ayant les dents de devant cassées, un gros nez, bégayant un peu, ayant beaucoup de cheveux, et un signe blanc près de l'œil; elle a été vue [illegible] il y a peu de jours, et fréquente les faubourgs d'en bas.

LAIS BERTONNEAU,
rue Ste Anne, no 128.
1er juillet—3

AVIS.—William F. et Elisha D. Hyde, feront jusqu'à présent la [illegible] sous la raison W F & E D Hyde & Co, ne sont associés que ce jour M. Nicholas Plaisance. Ils continueront la [illegible] de marchandises sèches en gros sous la raison W F & E D Hyde & Co.

W. F. HYDE.
E. D. HYDE.
N. DE LA PLAINE.
1er juillet

TRAITES SUR FRANCE.—A vendre au consulat de France, bas de l'Esplanade au coin de la rue des Grands Hommes, 1er juillet—3

Société des Arts et Métiers de la Nouvelle Orléans.

LES membres composant cette société sont prévenus de se réunir à l'Arcade de Banks, samedi 4 juillet, à 8 heures et demie du matin, afin de se joindre à la procession qui doit avoir lieu ce jour. Les membres sont invités à n'y pas manquer.

1 juillet J DUVAL, secrétaire.

LE soussigné étant sur le point de quitter le pays, prie les personnes auxquelles il pourrait devoir de lui présenter leurs comptes à l'Hôtel de la Marine, rue de l'Levée, entre les deux marchés.

4j—4 A. RIVEREAU.

AVIS—Il est par le présent donné avis aux personnes qui peuvent avoir des réclamations contre la succession de Mr. Jean Maignan de les faire connaître à dame Athalie Gleise sa veuve; et celles qui doivent à la dite succession sont priées de solder leurs comptes dans le plus bref délai, entre les mains de la dite dame veuve Maignan.

30j—10

AVIS—Le soussigné informe le public que la société qu'il avait formée avec M. V. FONDABOZZE, sous la raison de U. DAVID & co. a été dissoute d'un commun accord dès la fin du mois de mai, et qu'il s'est chargé de la liquidation des affaires de la dite société, et qu'il en a formé une autre sous la même raison le 1er juin, avec M. César Fraisse.

U. DAVID,
30j Pharmacien, encoig. Remparts et Orléans.

ON a besoin d'un commis, parlant l'anglais et le français. Il faut qu'il soit bon comptable, et bon correspondant.—S'adresser à la poste, boîte no. 6. 30 juin—3

COUVERTURES DE LAINE FRANÇAISE.

1200 PAIRES Couvertures françaises de 3 points, pesant 8 1 2 livres chaque paire, très convenables pour les nègres, fraîchement reçues et à vendre par
P. O. SORBE,
30 juin—10 118 rue Royale.

LETTRES de change sur Londres, à vendre par
30j HARRISON BROWN, rue Royale, no 117.

ASSOCIATION CONSOLIDÉE.

Nouvelle Orléans, 1er juillet, 1835.

CETTE institution sera fermée demain prochain, 4 Juillet. Les billets échéant ce jour doivent être payés le 3, et ceux destinés à l'escompte doivent être offerts le jeudi 2 juillet.

A MILTENBERGER, caissier.

BANQUE DE L'UNION DE LA LOUISIANE.

Nouvelle Orléans, 1er juillet, 1835.

CETTE Banque sera fermée le 4 juillet. Les personnes dont les billets doivent s'écouler ce jour, sont requises de les payer le 3.

BANQUE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

Nouvelle Orléans, 1er juillet 1835.

CETTE banque sera fermée demain, formé samedi prochain, 4 juillet. Les billets échéant ce jour devront être payés le 3, et ce jour la direction ne reconnaîtra pour l'escompte, et les papiers qu'on y destine, doit être déposé jeudi le 2 du courant. (1er juil) RICHARD RELF, caissier.

BANQUE DES ARTISANS ET DES MARCHANDS.

Nouvelle Orléans, 30 juin 1835.

LES directeurs ont aujourd'hui déclaré un dividende de 4 pour cent, plus profits de six derniers mois, payable aux actionnaires ou à leurs représentans ou le six du courant et jours consécutifs.

1er j SAM. C. BELL, caissier.

CONTROLEMENT nos lois et réglemens qui gouvernent la Banque Commerciale de la Nouvelle Orléans, cette institution sera fermée samedi prochain, 4 juillet.

Les billets qu'on voudra présenter à l'escompte pour le lundi 6, doivent être remis au comptoir à l'escompte le mardi 3 juillet, avant la fermeture de la banque.

30 juin JOSEPH SAUL, caissier.

Banque des Artisans et des Commerçans.

CETTE banque sera fermée le 4 juillet prochain. Les billets qui doivent s'écouler ce jour devront payables le jour précédent, et les billets destinés à l'escompte devront être déposés vendredi 3 Juillet.

30 juin SAM. BELL, caissier.

Banque de la Cité de la Nouvelle Orléans.

CETTE institution sera fermée samedi, 4 juillet. Les billets qui devront s'écouler ce jour devront être présentés lundi 6 juillet. 30j E. J. PALFREY, caissier.

Bureau de la Banque de Carrollton.

AVIS est par le présent donné aux souscripteurs du fond capital de cette institution, qu'ils auront à payer le 1er novembre vingt piastres par action sur le montant de leurs souscriptions.

D'après une résolution adoptée par la direction, la banque accordera un [illegible] à raison de cinq pour cent par an aux actionnaires qui payeront d'avance le montant de leurs souscriptions. Par ordre de la direction,

30 juin L P GERVAIS, secrétaire.

LES personnes suivantes formeront la direction de la Banque de Carrollton;

D. F. BURTHE, président.
L. Millaudon, J. Kohn,
H. G. Schmidt, H. C. Cuger,
Charles Briggs, Placide Forstall.
John Nicholson, caissier.

Comité du chemin à coulisses.

D. F. Burthe, L. Millaudon,
H. G. Schmidt, le juillet

Bureau de la presse à coton à vapeur de la Levée.

ON recevra jusqu'au 8 du courant des demandes pour les places d'agens et de teneur et secrétaire de la compagnie. On exigera des répondans et de bonnes sûretés. Par ordre de la direction,

1er juillet JOHN B. LEPRETRE, président.

BUREAU D'ASSURANCES COMMERCIALES,

Nouvelle Orléans, 29 juin, 1835.

LES Directeurs ont en jour déclaré un dividende de 3 pour cent sur le montant versé, provenant du net produit des bénéfices de la compagnie depuis le commencement de ses opérations le 4 mai dernier, payable aux actionnaires, ou leurs ayans cause, après le 6 juillet suivant.

30 juin ANDW C ARMSTRONG, secrétaire.

COMPAGNIE D'ASSURANCES COMMERCIALES,

Nouvelle Orléans, 29 juin, 1835.

LES livres de cette institution seront ouverts après cette souscriptions et resteront ouvert pendant cinq jours à dater d'aujourd'hui.

ANDREW C ARMSTRONG, sec.

Succession de feu Jean Maignan.

VENTE par le registre des testamens.—Lundi 3 août 1835, à midi, l'esplanade en vente à la Bourse de Hewlett, exactement des rues St. Louis et Chartres, en vertu d'un ordre de la cour des procès, dans et pour la ville et paroisse de la Nouvelle Orléans, la propriété foncière et les esclaves ci après décrits appartenant à la succession de feu Jean Maignan, savoir:

Propriété foncière—1o. Un lot de terre situé au faubourg Marigny, tenant vers à la *prétendue* [illegible] des Champs Elysées mesurant au plus soixante trente pieds de face à la dite promenade des Champs Elysées sur cent vingt pieds de profondeur, faisant partie du terrain chargé par le no 29, au plan du dit faubourg, borné d'un côté par le susdit lot maintenant ou autrefois appartenant à Clément Gaujeon et de l'autre par celui maintenant ou autrefois appartenant à Elizabeth Jacob, ensemble des bâtisses en dépendant qui se trouvent sur le dit terrain.

2. Un terrain situé au faubourg Marigny, désigné par le terrain no 106, de l'état du dit terrain ayant mesure française 60 pieds de face à la rue des Français, sur 120 pieds de profondeur et face à la rue Gayol.

3. Un lot de terre situé au nouveau faubourg Marigny, désigné au plan dressé par Jos. Pilié, le 25 mars 1831, et annexé à un acte passé devant W Y Leeve, notaire, le sept mai 1831, par le no 16, de l'état au 81, ayant mesure française 30 pieds de face à la rue St Antoine sur 120 pieds de profondeur.

Conditions de la vente: un et deux ans de crédit, pour les billets endossés à satisfaction portant hypothèque spéciale.

5. Une portion de terre située au faubourg Marigny, de cette ville, dans l'îlot compris entre les rues des Champs Elysées, des Bons Enfans, des Français et d'Amour, mesurant 42 pieds 10 pouces et 4 lignes de face à la rue d'Amour sur 11 pieds de profondeur.

Conditions de la vente: les acquéreurs s'obligeront à payer la moitié des billets suivans, savoir: dudit le 31 déc 1834 et souscrite par J Tetreau à l'ordre et endossée par le défunt J Maignan: un de la somme de $718 18, payable à un an; un de la somme de $738 90 payable deux ans après date; un de la somme de $739 45, payable trois ans après date, et le dernier de $340 10 payable quatre ans après date, et la balance du prix, s'il y en a, payable dans un an dans un billet endossé à satisfaction portant hypothèque spéciale.

Esclaves—6. John, nègre, âgé de 36 ans, forgeron,
7. Louis, nègre âgé de 26 à 28 ans,
8 Edmond, nègre âgé de 37 ans, forgeron.
9. Aglae, négresse âgée de 16 ans,
10. William, nègre âgé de 50 ans,

Conditions de la vente: 6 et 12 mois de crédit en billets endossés à satisfaction portant hypothèque spéciale.

P L B DUPLESSIS, dép. reg des tes.

Les actes de vente seront passés pardevant H Pédesclaux not pub, aux frais des acquéreurs. 1er juil

Succession de feu Jean Maignan.

VENTE par le registre des testaments.—Lundi, 13 juillet 1835, à 10 heures du matin, par procureur en vente en bloc, rue de la Levée, entre les rues Marigny et Champs Elysées, en vertu d'un ordre de la cour des procès dans et pour la ville et paroisse de la N. Orléans—les effets mobiliers appartenant à la succession de feu Jean Maignan, consistant en un hangard situé sur un terrain au faubourg Marigny, entre les rues Marigny et Champs Elysées, connu sous le nom de Forge de Maignan, avec tous les outils appartenant à la dite forge.

Conditions de la vente: moitié comptant, et la balance à 6 mois de crédit, en billets endossés à satisfaction.

P L B DUPLESSIS,
1er juillet dép. reg. des testaments.

Succession de Thomas Lucas.

PAROISSE D'ORLEANS—Cour des Procès—Avis est par le présent donné aux créanciers de la susdite succession et à toutes autres personnes que cela peut concerner, d'avoir à déduire, sous dix jours à dater de la présente publication, les raisons pour lesquelles le compte proposé par l'exécuteur testamentaire de la dite succession ne serait point approuvé et homologué.

Par ordre de la cour,
30 juin P L B DUPLESSIS, dép. reg. des test.

J'AI égaré ou perdu quatre billets à mon ordre tirés par Thon George Matthews, tous en date du 30 mai 1835. L'un pour la somme de $800 est payable à un an de date, l'autre pour même somme et payable à deux ans de date, les deux autres pour même somme sont payables à trois ans de date. Ces billets n'ont pas été endossés par mo